

Manifesto

*Economic
Freedom
Week*

2025

BURUNDI MEDIA FORUM

BUJUMBURA
BURUNDI

THÈME

DE LA ZLECAF À LA PROSPÉRITÉ
BURUNDAISE : LE RÔLE STRATÉGIQUE
DES MÉDIAS

De la ZLECAF à la prospérité burundaise, le rôle stratégique des médias

Centre For Development and Enterprises Great Lakes

Produit et Publié par Centre For Development and Enterprises Great
Lakes

Avenue Mutsinda, Kinindo, Commune Muha Bujumbura-Burundi

Boite Postale : 7188 Bujumbura-Burundi

Téléphone : + 257 + 257 22241575

Email : info@centrefordevelopmentgreatlakes.org

Site web: www.centrefordevelopmentgreatlakes.org

Un Think Tank (groupe de réflexion) au service de la liberté économique.

La mission du CDEGreat Lakes est de réduire les barrières de la prospérité et d'opportunité grâce aux principes d'une société libre et de marché libre au Burundi.

Le Contenu de ce document est la responsabilité de notre Think Tank, le Centre For Development and Enterprises Great Lakes.

De la ZLECAF à la prospérité burundaise, le rôle stratégique des médias

Introduction

L'intégration du Burundi à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) constitue une étape déterminante vers une nouvelle ère de transformation économique. En s'ouvrant à un marché continental unifié, le pays se positionne pour saisir des opportunités inédites en matière de commerce, d'investissement, de développement industriel et de création d'emplois. Toutefois, pour que cette ambition continentale se traduise en prospérité réelle, il est indispensable d'activer tous les leviers du changement parmi lesquels les médias occupent une place stratégique.

Les médias, qu'ils soient traditionnels ou numériques, jouent un rôle central dans la transmission de l'information, la sensibilisation des populations, le suivi des politiques publiques et la construction d'un débat économique éclairé. Ils sont un trait d'union entre les décideurs et les citoyens, entre les opportunités régionales et les réalités locales. Dans le contexte de la ZLECAf, leur capacité à vulgariser les enjeux, déconstruire les idées reçues, promouvoir les success stories, et encourager une participation économique citoyenne devient un véritable catalyseur de développement.

Ce document de plaidoyer vise à souligner le rôle crucial des médias dans le processus d'intégration économique du Burundi et à formuler des recommandations concrètes à l'intention des pouvoirs publics, de acteurs

médiatiques, des partenaires techniques et financiers, ainsi que de la société civile.

Les recommandations présentées émanent des réflexions, échanges et propositions issues du Burundi Media Forum, un espace de dialogue multi-acteurs réunissant professionnels des médias, experts économiques, représentants institutionnels et membres de la société civile. Il appelle ainsi à un engagement fort et coordonné pour doter les médias des moyens techniques, juridiques et humains leur permettant de jouer pleinement leur rôle dans la mise en œuvre réussie de la ZLECAf au service de la prospérité nationale.

Propositions de réformes issues du débat

1. Recommandations à l'attention du Gouvernement

- Garantir l'accès à l'information économique : Adopter une législation claire garantissant l'accès des journalistes, écrivains et médias aux sources officielles d'information économique, dans un souci de transparence et de redevabilité publique.
- Renforcer la collaboration entre les pouvoirs publics et les médias : Encourager une coopération institutionnelle entre les organes gouvernementaux et les médias pour promouvoir une communication économique constructive, fondée sur des données fiables.
- Préserver la liberté de la presse : Poursuivre les efforts visant à garantir la liberté de la presse afin d'éliminer les formes d'autocensure subies ou intériorisées par les professionnels des médias.
- Vulgarisation des textes et documents officiels : Assurer une large diffusion des textes de lois, politiques économiques et documents officiels auprès des médias pour renforcer l'accès à l'information économique du grand public.
- Améliorer les conditions de travail des journalistes : Développer des politiques et mettre à disposition des outils facilitant l'exercice du journalisme, notamment en matière d'accès à l'énergie, à Internet, aux moyens de transport, etc.
- Renforcer la formation académique en journalisme : Intégrer la formation journalistique dans le système universitaire à travers la création ou le renforcement d'écoles de journalisme afin de professionnaliser davantage la pratique médiatique au Burundi.

- Changer la perception du métier de journaliste : Promouvoir une reconnaissance institutionnelle et sociale du rôle des journalistes, en valorisant leur engagement malgré des conditions souvent précaires.
- Standardisation des terminologies économiques en kirundi : Associer l'Académie Rundi aux efforts d'harmonisation des termes économiques traduits en kirundi, afin de garantir une meilleure compréhension du discours économique par la population.

2. Recommandations à l'attention des journalistes, médias, écrivains et influenceurs

- Développer un journalisme économique axé sur les données : Encourager un journalisme fondé sur l'analyse de données pour vulgariser les politiques économiques de manière claire, concise et accessible à tous, tout en luttant contre les idées reçues sur des sujets comme la ZLECAf.
- Pratiquer un journalisme d'investigation économique : Assurer un suivi rigoureux des politiques publiques à travers le journalisme d'enquête, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre de la ZLECAf, afin d'en évaluer les impacts et de garantir la redevabilité des acteurs concernés.
- Spécialisation des journalistes dans les thématiques économiques : Promouvoir la spécialisation des journalistes dans le domaine économique pour améliorer la qualité, la précision et la profondeur du traitement de l'information économique.
- Capitaliser sur les expériences réussies à l'international : S'inspirer des modèles étrangers réussis pour comprendre le rôle stratégique que peuvent jouer les médias dans le développement économique.
- Renforcer les synergies entre médias traditionnels et numériques : Favoriser la collaboration entre les médias publics, privés, communautaires et les plateformes numériques (y compris les réseaux sociaux) pour assurer une large diffusion de l'information économique.
- Sensibiliser le secteur informel aux opportunités de la ZLECAf : Organiser des campagnes d'information ciblant les commerçants, notamment ceux du secteur informel, afin de leur faire connaître les avantages offerts par la ZLECAf.

- Promouvoir les investissements stratégiques à travers les médias : Orienter les messages médiatiques vers la promotion de l'investissement dans des secteurs clés comme l'agro-transformation et les industries légères, conformément aux priorités de la ZLECAf.
- Plaidoyer pour la formalisation des chaînes de valeur : Utiliser les médias comme vecteurs de plaidoyer pour la restructuration des chaînes de valeur informelles, notamment par la simplification des procédures de certification et la mise en place de guichets uniques.
- Accélérer la transformation digitale des médias : Moderniser les médias traditionnels par l'adoption des nouvelles technologies de l'information et des télécommunications afin d'élargir la portée de l'information économique et d'augmenter son accessibilité.

3. Recommandations aux think tanks, organisations nationales et internationales

- Créer des espaces de dialogue multipartites : Continuer à organiser des plateformes d'échange réunissant décideurs publics, journalistes, secteur privé et société civile afin de favoriser la co-construction de solutions pour la croissance économique.
- Renforcer les capacités des professionnels des médias : Mettre en place des programmes de formation sur l'alphabétisation économique et l'analyse des politiques publiques, en utilisant des plateformes digitales, en particulier sur les enjeux liés à l'intégration du Burundi dans la ZLECAF.
- Soutenir les médias communautaires dans la promotion de la ZLECAF : Établir des partenariats avec les radios et médias communautaires pour diffuser des messages adaptés sur la ZLECAF dans les langues locales et auprès des publics en zones rurales.

Conclusion

Les réformes proposées dans ce document traduisent une conviction partagée à laquelle la prospérité économique du Burundi dans le cadre de la ZLECAf ne peut être atteinte sans un écosystème médiatique fort, libre, et professionnel. En effet, les médias jouent un rôle essentiel non seulement dans l'accès à l'information, mais aussi dans l'éducation économique des citoyens, le suivi des politiques publiques et la mobilisation des acteurs économiques autour des opportunités offertes par le marché continental.

L'heure est donc à l'action concertée. Les pouvoirs publics sont appelés à créer un cadre juridique, institutionnel et technique favorable à la liberté de la presse et à l'accès équitable à l'information économique. De leur côté, les professionnels des médias doivent renforcer leur spécialisation, adopter des approches innovantes et collaboratives, et s'investir pleinement dans leur mission d'information et de sensibilisation économique. Quant aux partenaires nationaux et internationaux, leur appui technique et financier reste indispensable pour accompagner cette transformation.

Faire des médias un levier de développement dans le contexte de la ZLECAf, c'est bâtir les fondations d'une économie burundaise plus inclusive, mieux informée et résolument tournée vers l'avenir. Ce plaidoyer est un appel à l'engagement collectif pour que l'information devienne un bien public stratégique, au service de la croissance, de la compétitivité nationale et du bien-être des citoyens.



